

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE ENERGIE SERVICES

14 rue Clément Bayard
60200 Compiègne

Références : IC-R/517/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005101075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES implanté 1 RUE SAINT FIACRE 60200 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 04 décembre 2025 intervient à la suite de la finalisation des travaux de modernisation du réseau de chaleur de la ville de Compiègne (passage en basse température et basse pression). Ces travaux ont fait l'objet d'un Porter à Connaissance (PAC) pour modification non substantielle déposé préalablement.

L'installation a subi une modification notable comprenant :

- le remplacement des chaudières gaz n°1 et n°3 par de nouvelles unités (ICI Caldaie / Brûleurs Saake) d'une puissance unitaire d'environ 15 MW ;

- le déclassement en basse pression de la chaudière n°2 ;
- la puissance totale installée est passée de 60,3 MW à environ 56,5 MW.

Le site comprend également une chaudière biomasse (15,5 MW) et une turbine à gaz sous cocon.

La visite coïncide avec la mise en service officielle des nouvelles installations gaz, attestée par les rapports de mise en service du même jour.

La visite s'inscrit également dans un contexte d'action nationale d'inspections des moyennes installations de combustion (MCP), de puissance comprise entre 5 et 50 MW, alors que plusieurs dispositions de la directive MCP (installations de combustion de taille moyenne), retranscrites dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations de combustion soumises à autorisation, entrent en vigueur en 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE ENERGIE SERVICES
- 1 RUE SAINT FIACRE 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une chaufferie urbaine exploitée par ENGIE Solutions qui alimente le réseau de chaleur de la ville de Compiègne (quartiers ZUP et ZAC).

Le site est situé à Compiègne (les documents mentionnent le 1 rue Saint Fiacre ainsi que le 14 rue Clément Bayard).

Le site comprend trois bâtiments principaux abritant :

- une chaufferie gaz (comportant 3 chaudières, dont 2 neuves de 15 MW installées fin 2025 et une datant de 1998) ;
- une chaufferie biomasse (1 chaudière de 15,5 MW) ;
- une installation de cogénération (turbine à gaz) actuellement mise sous cocon.

La puissance thermique globale installée est d'environ 56,5 MW à l'issue des travaux de 2025 (contre 60,3 MW auparavant).

Le site est classé pour la Protection de l'Environnement sous les régimes suivants :

- rubrique 3110 (Combustion) : régime d'Autorisation. Cela concerne les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 50 MW ;
- rubrique 1532 (Stockage de bois) : régime de Déclaration. Cela concerne le stockage de biomasse (volume stocké de 2 000 m³).

L'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à l'activité combustion est l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale

inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110. Le champ d'application de cet arrêté est précisé à l'article 3: "le présent arrêté s'applique aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW mais inférieure à 50 MW lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15 MW".

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

RAS

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recensement installations MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116	Sans objet
2	Périmètre d'application des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-I et 8-II	Sans objet
3	VLE applicables	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5	Sans objet
4	Conditions de référence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9	Sans objet
5	VLE dioxines et furanes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-III	Sans objet
6	VLE métaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-V	Sans objet
7	Contrôle réglementaire	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	Sans objet
8	Conformité des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35	Sans objet
9	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	Sans objet
10	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 4 décembre 2025 sur le site d'ENGIE ÉNERGIE SERVICES à Compiègne, a permis de constater la finalisation des travaux de modernisation de la chaufferie urbaine.

1. Renouvellement des équipements : les deux nouvelles chaudières gaz (CH1 et CH3) de 15 MW chacune sont installées et ont été mises en service le jour même de l'inspection (rapports COMETI du 4 décembre 2025). Les tests de sécurité sont validés.
2. Performance environnementale : les premiers réglages effectués montrent des niveaux d'émissions de NOx ($\sim 20 \text{ mg/Nm}^3$) très inférieurs aux valeurs limites d'émission autorisées (100 mg/Nm^3), confirmant l'efficacité des nouveaux brûleurs Saake.
3. Surveillance réglementaire : l'exploitant a d'ores et déjà mandaté un organisme agréé (APAVE) pour réaliser les contrôles des rejets atmosphériques et les essais de performance énergétique sur l'ensemble des installations (Gaz et Biomasse). Les protocoles proposés

sont conformes aux exigences réglementaires (normes de prélèvement, polluants suivis incluant dioxines et métaux pour la biomasse).

4. Conformité administrative : la modification a été encadrée par un Porter à Connaissance. Les nouvelles installations sont intégrées dans le suivi d'exploitation.

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de cette visite. L'exploitant démontre une bonne maîtrise de ses obligations réglementaires dans le cadre de cette modification d'installation. L'exploitant devra transmettre les rapports finaux des contrôles APAVE, une fois les campagnes de mesures terminées, pour clôturer le dossier de mise en service sur le plan des rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement installations MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Installations
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : <ul style="list-style-type: none">- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...] 2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. » R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente. R.515-116 : I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les

cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Les nouvelles chaudières gaz n° 1 et n° 3 (Marque ICI Caldaie, Brûleur Saake) ont fait l'objet d'une mise en service le jour de l'inspection (4 décembre 2025), comme l'attestent les rapports d'intervention de la société COMETI.

Ces équipements, d'une puissance unitaire d'environ 15 MW, entrent dans le cadre des Installations de Combustion Moyennes (MCP).

Le dossier de Porter à Connaissance (PAC) fourni par l'exploitant détaille les caractéristiques techniques de ces nouvelles installations (puissance, rendement, type de brûleur bas-NOx) et confirme la modification de puissance totale du site :

- 2 chaudières de puissance unitaire 14,7 MW ;
 - 1 chaudière de puissance 10 MW ;
 - 1 chaudière biomasse de puissance 14,5 MW ;
- soit une puissance totale de 53,9 MW.

Les informations requises par l'article R.515-114 figurent dans ce dossier de modification mais l'exploitant n'a pas renseigné le registre européen MCP (registre dématérialisé). Il est proposé de lui rappeler cette obligation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Déclarer les appareils de combustion du site sur le registre européen MCP dans un délai maximal de 1 mois en suivant le lien internet de déclaration (transmis par mail en janvier 2023) et rappelé ci-après :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'application des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8-I et 8-II

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE

Prescription contrôlée :

I. - Les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils d'une installation de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, l'exploitant s'engage à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.

II. - Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 10 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux chaudières de récupération au sein d'installations de production de pâte à papier. Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 10 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux installations de combustion utilisant des combustibles de raffinerie seuls ou avec d'autres combustibles pour la production d'énergie au sein de raffineries de pétrole et de gaz, si ces installations entrent dans le champ d'application de la décision d'exécution du 9 octobre 2014 susvisée.

Constats :

Durant la phase de travaux (été/automne 2025), une chaudière fioul temporaire (3 MW) a été utilisée.

À la date de l'inspection, les chaudières principales (Gaz n°1, 2, 3 et Biomasse) sont destinées à une production continue et ne sont pas considérées comme des appareils de secours ou d'urgence limités à 500 h/an.

Les nouvelles chaudières gaz n° 1 et n° 3 sont soumises aux VLE des installations nouvelles.

Les rapports de réglage (datés de novembre 2025 pour les pré-réglages) confirment une utilisation au Gaz Naturel H.

La chaudière temporaire fioul ayant vocation à être retirée ou mise à l'arrêt post-travaux, les VLE relatives au gaz naturel et à la biomasse s'appliquent aux installations pérennes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE applicables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du titre II du présent arrêté applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.

Constats :

Le remplacement des chaudières n° 1 et n° 3 constitue une modification notable de l'appareil de combustion (chambre et brûleur), entraînant l'application des VLE des installations nouvelles.

Le Porter à Connaissance (PAC) indique des valeurs d'émissions pour les nouvelles chaudières gaz : $\text{NOx} < 70 \text{ mg/Nm}^3$ et $\text{CO} < 50 \text{ mg/Nm}^3$.

Les rapports de réglage Saake (du 13 novembre 2025 pour CH1 et 5 novembre 2025 pour CH3) montrent des valeurs mesurées bien inférieures aux seuils réglementaires (NOx mesurés entre 17 et 30 mg/Nm^3 à 3% O_2 pour des VLE fixées à 100 mg/Nm^3 à l'article 10.2 de l'AMPG du 3 août 2018).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Maintenir les réglages actuels permettant de respecter confortablement les VLE applicables aux installations nouvelles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm³) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'offre de prestation de contrôle APAVE (réf. 3039176.4), pour les mesures de rejets atmosphériques, précise explicitement dans son descriptif que les mesures seront rapportées aux conditions normales de température et de pression, sur gaz sec.</p> <p>Les rapports de réglage des brûleurs Saake présentent les résultats de NOx en mg/m³ "basé à 3% O₂", ce qui est conforme à la teneur en oxygène de référence exigée pour le gaz naturel.</p> <p>Le formalisme des rapports de contrôle et de réglage respecte les conditions de référence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE dioxines et furanes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point concerne spécifiquement la chaudière Biomasse.</p>

<p>Le contrat de prestation APAVE (réf. 3051108.4) pour la chaudière Biomasse inclut bien, dans le programme de mesures (fiche descriptive), l'analyse des "Dioxines et furanes Chlorées (PCDD/PCDF)" avec une durée de prélèvement de 6 heures, conformément à la norme NF EN 1948. La VLE applicable est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les résultats définitifs des analyses 2025 dès réception du rapport final du laboratoire pour vérifier le respect du seuil de 0,1 ng I-TEQ/Nm³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : VLE métaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-V</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)</p> <p>Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)</p> <p>plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux</p> <p>Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>
<p>Constats :</p> <p>Applicable à la chaudière Biomasse (exclu pour le gaz naturel).</p> <p>L'offre de prestation APAVE pour la chaudière Biomasse prévoit le prélèvement et l'analyse des métaux lourds (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V) selon les normes NF EN 14385 et NF EN 13211.</p> <p>Les seuils réglementaires (0,05 mg/Nm³ pour Cd+Hg+Tl, etc.) sont intégrés comme référentiels dans la mission de contrôle.</p> <p>Le programme de surveillance commandé couvre bien ces polluants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés. III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx. Constats : L'installation ayant une puissance totale supérieure à 20 MW, un contrôle annuel est requis. L'exploitant a contacté la société APAVE (organisme accrédité COFRAC n° 1-7202) pour réaliser ces contrôles. Les offres signées (Réf 3039176.4 pour le Gaz et 3051108.4 pour la Biomasse), datées du 28 novembre 2025, ont été présentées. Les contrôles couvrent l'ensemble des polluants requis (NOx, CO, Poussières, SOx pour le gaz ; + métaux, dioxines, HAP pour la biomasse) et sont prévus à différentes allures de charge pour valider les performances. La programmation des contrôles réglementaires est conforme. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre le rapport relatif au contrôle annuel des rejets atmosphérique et le résultat du contrôle de la performance énergétique : - prévu les 12, 13 et 14 janvier 2026 pour les chaudières gaz ; - prévu les 13, 14, 15, 16 et 19 janvier 2026 pour la chaudière biomasse.

Transmettre le rapport de contrôle des mesures de bruit prévues en même temps que les mesures de performances par l'Apave dans le cadre d'un contrat annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les cas des mesures périodiques, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de réglage définitifs (Saake), réalisés avant la réception, montrent une excellente maîtrise des émissions pour les nouvelles chaudières gaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière 1 : NOx mesurés à ~20.5 mg/Nm³ à 100% de charge (VLE < 100 mg/Nm³). • Chaudière 3 : NOx mesurés à ~20.5 mg/Nm³ à 100% de charge (VLE < 100 mg/Nm³). • CO négligeable. Les campagnes de mesures officielles APAVE sont commandées pour valider ces résultats de manière indépendante. <p>Les premiers relevés indiquent une conformité large vis-à-vis des seuils.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Actions nationales 2025, Livret
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ; - le dossier d'autorisation tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation pendant toute la durée de vie de l'installation ; - les dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ; - les conditions générales d'utilisation de la chaleur ; - les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques, à conserver sur une période d'au moins six ans ; - le relevé des cas et des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, pendant une période d'au-moins six ans ; - les grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse à

<p>conserver sur une période d'au moins six ans, dont les pannes et les dysfonctionnements du dispositif antipollution secondaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation à conserver sur une période d'au moins six ans ; - l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ; - le relevé des heures d'exploitation par an, sur une période d'au moins six ans. <p>Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et le cas échéant leur durée.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de "Mise en Service Chaudière et Brûleur", établis par la société COMETI le 4 décembre 2025 (jour de l'inspection), font office de documents initiaux pour le suivi de maintenance des nouvelles installations. Ils recensent les tests de sécurité (pressostats, étanchéité, détection de flamme) et déclenchent la garantie constructeur. Ces documents, ainsi que les rapports de réglage, sont intégrés au dossier d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'assurer de la continuité de la tenue du livret de chaufferie en y intégrant les futurs rapports de maintenance et de contrôle périodique, ainsi que le suivi des heures de fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 36</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Energie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est</p>

transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

Le projet de modernisation visait explicitement l'amélioration de l'efficacité énergétique par le passage en basse température et le renouvellement des chaudières. Les nouvelles chaudières gaz affichent des rendements de combustion très élevés lors des réglages :

- Chaudière 1 : rendement de combustion mesuré à 98% (charge 800) à 102% (charge 999 - sur PCI probable avec condensation).
- Chaudière 3 : rendements similaires (jusqu'à 102%). Une prestation spécifique "Essais de performances" (rendement méthode indirecte NF EN 12953-11) a été commandée à l'APAVE pour les chaudières gaz et biomasse, afin de valider contractuellement ces performances énergétiques.

La démarche d'efficacité énergétique est au cœur de la modification réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite